

# Info lettre

C  
A  
L  
E  
N  
D  
R  
I  
E  
R

**De janvier à fin mars :** tournées de STop Micro. Le collectif organise des rencontres et des réunions publiques dans plein de villes, plus d'infos sur le blog <https://stopmicro38.noblogs.org/>

**1 & 2 février :** Grenoble - Tech & Fest Festival avec 10 000 personnes attendues pour célébrer le monde numérique. Avis aux amateur·ices de zbeul ;)

**3 février :** 20h au 102 rue d'Alembert à Grenoble - concert de soutien au collectif Stop Tomorrowland

**Du 16 au 23 mars :** Alpe d'Huez - Festival Tomorrowland. Des actions se préparent pour s'y opposer, plus d'infos sur <https://stop-tomorrowland-alpedhuez.fr/>

**Du 5 au 7 avril :** Grenoble et Grésivaudan - De l'eau, pas des puces !

**Du 16 au 18 Avril :** Grenoble - Mountain planet regroupe les décideurs qui veulent tirer profit de l'aménagement de la montagne. Encore une fois, avis aux amateur·ices de zbeul !

## QUI ON EST

L'Assemblée Générale écolo anticapitaliste regroupe des individus et des organisations du mouvement social pour mettre en commun, élaborer et coordonner des luttes à l'interface entre l'écologie et le social qui sont les deux faces d'une même pièce. L'AG est ouverte à tout le monde. À nos yeux, la lutte écologiste nécessite de rompre avec le capitalisme afin de nous réapproprier nos modes de production, de vie et de consommation pour répondre aux besoins de l'humanité tout en respectant les limites fixées par la nature.

Tu trouveras les dates des AG sur le site [ici-grenoble.org](http://ici-grenoble.org) et tu peux nous contacter à

[grenoble\\_anticapital@riseup.net](mailto:grenoble_anticapital@riseup.net) :)

## UNE EXPERIENCE

### D'AUTOGESTION

ouvrière et d'écologie populaire

L'histoire se déroule dans l'usine GKN qui produit des pièces automobiles près de Florence. Début juillet 2021, tous·tes les travailleur·ses reçoivent un mail leur annonçant leur licenciement et la fermeture de l'usine. Ils et elles organisent alors la riposte. Le jour même, des travailleur·ses occupent l'usine et se réunissent en assemblée avant d'être bientôt rejoint·es par une partie importante du personnel. Cette assemblée et l'occupation deviennent permanentes et durent... depuis **29 mois !**

Les travailleur·ses se rassemblent sous le nom **Insorgiamo** (« nous nous insurgons ») en référence à la résistance antifasciste florentine. Après plusieurs mois de mobilisations et de convergences avec d'autres luttes, les insurgé·es obtiennent l'annulation des licenciements. Sauf que l'entreprise n'a plus de commande... Les patrons cherchent à épuiser le mouvement par l'usure et la précarité. Les travailleur·ses décident alors non seulement de récupérer l'usine sous autogestion ouvrière mais aussi de la reconverter vers une **production écologiquement soutenable**.

Des liens forts se créent avec le mouvement écolo *Fridays For Future* (FFF). Les insurgé·es se rendent en nombre dans des mobilisations co-appelées par FFF, notamment au contre-sommet du G20 à Rome, et des militant·es de FFF viennent régulièrement à l'usine et organisent la solidarité avec les travailleur·ses. L'appui de plusieurs syndicats est aussi essentiel dans cette période. Cet appui ne sort pas de nulle part mais est la conséquence d'une forte implantation syndicale dans GKN, avant l'occupation de l'usine, suite à la création dix ans plus tôt d'un collectif de travailleur·ses sur des bases **anti-bureaucratiques et participatives**. Ce modèle syndical a notamment permis à des travailleur·ses de développer des habitudes militantes radicales et de tisser des liens avec des syndicats dans d'autres entreprises qui les ont particulièrement soutenu·es au moment de l'occupation de l'usine.

Les travailleur·ses de GKN finissent par proposer un plan de reprise de l'usine sous contrôle ouvrier, plan qui a été développé en lien avec des chercheur·ses de l'université de Pise, des militant·es écolo et des syndicalistes. Laissons Dario Salvetti le présenter :

*" Notre plan de reconversion écologique consiste en une production de vélo-cargo, à la fois électriques et manuels, pour une livraison urbaine qui soit vraiment solidaire et non pas comme elle l'est actuellement, pilotée par les algorithmes des plateformes. D'autre part, nous avons eu la chance d'entrer en contact avec une start-up qui prétend pouvoir produire des panneaux solaires et des batteries électriques sans*

utiliser de lithium, de silicium et de cobalt, mais en utilisant une technologie à base de charbon.”

Si cette technologie peut laisser perplexe, les insurgé·es ont quand même choisi de lui donner une chance et se détournent ainsi des stratégies capitalistes des grandes boîtes de l'automobile qui misent sur **l'extractivisme** et le **productivisme** avec la fausse solution de la voiture électrique. Par ailleurs, les insurgé·es insistent sur le fait que ce plan est nécessaire pour garder des emplois mais qu'il est impossible de résister au système capitaliste à l'échelle d'une seule usine et que les luttes doivent se généraliser.

L'enjeu actuel pour les insurgé·es c'est le rachat collectif de l'usine sous forme de coopérative autogérée. Si initialement iels ont tenté d'obtenir une nationalisation avec de l'argent public, le rapport de force n'a pas été suffisant et iels se retrouvent contraint·es à racheter l'usine en vendant des parts de la coopérative, alors même que l'exploitation de leur travail depuis des années a largement payé cette usine...

Ce qui se passe depuis plus de deux ans avec *Insorgiamo*, ce n'est pas simplement un grain de sable dans les rouages capitalistes. C'est un exemple de contrôle ouvrier sur la production, de l'autogestion, des réflexions collectives et de convergences avec d'autres luttes pour reconvertir des emplois vers une production plus soutenable écologiquement.

C'est une bulle de réel qui nourrit nos imaginaires.

## DÉMOLITIONS À ARLEQUIN

Texte écrit en novembre 2022 par le collectif du 10/20 Arlequin soutenu par le DAL

La semaine dernière, la démolition du 20 galerie de l'Arlequin a débuté, plus de 10 ans après le départ des premiers locataires de l'immeuble.

10 ans que ces 191 logements ne sont plus loués, alors que des milliers de familles attendent un logement social.

Vides comme 3.200 autres logements HLM en Isère. Pendant 10 ans, les locataires et particulièrement l'association des résidents 10-20 Arlequin rejoint par le DAL38 et le collectif contre les démolitions imposées se sont mobilisés contre ce projet absurde :

Car **c'était chez eux**, et qu'on les a forcés à partir vers des logements plus petits, plus loin, plus chers. Ils ont perdu de nombreuses qualités propre au secteur: un petit prix, la meilleure qualité de l'air, la proximité du parc, des transport en commun ou proximité de voie rapide/rocade, les vis-à-vis inexistantes et les vues imprenables sur les massifs montagneux, la solidarité de quartier et son lien social.

Car c'est une **aberration écologique** sans nom, tant d'énergie dépensée à démolir des logements classés parmi les plus solides de l'agglomération en sachant que 1m<sup>2</sup> démoli, c'est 1m<sup>3</sup> de gravats ! Et ensuite il faut reconstruire, mais c'est plus cher vu l'explosion du prix des matériaux de construction ! Malgré un premier projet porté par les architectes aujourd'hui renommés, primés au niveau européen, Lacaton et Vassal qui proclamaient «il s'agit de ne jamais démolir», les décideurs ont décidé de faire exactement l'inverse, contre l'avis des habitants et des 4 millions d'euros dépensés en études. Cette réhabilitation était possible, et nécessaire : les débats actuels autour de la nécessité de rénover thermiquement le montrent assez.

Car beaucoup de promesses n'ont **pas été tenues**: notamment celle de réhabiliter cet immeuble, de ne pas en faire partir les locataires qui depuis des années ont payé dans leurs quittances, l'entretien et les gros travaux à venir de cet immeuble conventionné APL. Les locataires ne profiteront donc jamais de la baisse des charges promises depuis les années 1990. Promesses écrites par l'ancien maire Michel Destot, qui avait conclu un deal avec la SDH (propriétaire de l'époque) et la CDC (nouvel acquéreur) : la CDC avait pu racheter cet immeuble totalement

en location sociale, en s'engageant à une réhabilitation. Un gros rabais lui a été accordé, ramenant le prix à 250€ le mètre carré habitable, soit environ -10 millions d'euros par rapport au marché. La CDC a eu d'autres avantages, terrains, droits à construire, voter en conseil municipal. La CDC a ensuite prétexté des coûts de réhabilitation trop élevés, chiffrage toujours contesté par les habitants car trois fois plus cher que le prix de rénovation d'appartement identique dans la galerie de l'arlequin réalisée par la SDH (30/140). Des mensonges pour justifier et obtenir d'être subventionné et indemnisé pour démolir, et vider l'immeuble.

Car **on meurt dehors**, car il manque des logements sociaux pas chers et de cette qualité. Les nouvelles constructions sont inabordables, deux ou trois fois plus chères au mètre carré habitable. Ce qui sera reconstruit, sera reconstruit quand ? A quel prix, et de quelle qualité ?

Car les locataires et le collectif contre les démolitions ont **tout tenté** pour sauver leurs logements : manifestations, participation aux instances de concertation du projet, dénonciation médiatique, 4 recours en justice, deux pétitions avec plus de 2000 signatures à chaque fois, des interventions au conseil municipal, des plaintes en justice et surtout un Référendum d'Initiative Populaire, qui a vu la grande majorité des 650 votants du quartier s'opposer à ce projet.

En face, personne n'a voulu les écouter : ni la CDC Habitat, ni le maire de Grenoble Éric Piolle, ni les agents de la Métro, ni le préfet de l'Isère, ni l'ANRU (agence nationale de rénovation urbaine). Tous ont un intérêt à ces démolitions, totalement subventionnées, qui permettent de changer la population (pauvre) d'origine à très peu de frais, pour «libérer» du foncier très attractif pour les spéculateurs.

Pire, les responsables ont redoublés de **pressions** et de **répression**. Les locataires ont tout subi : des mensonges, des défauts de charges et endettements illégaux, des intimidations, des chantages, des convocations au tribunal, des expulsions, des pannes d'ascenseurs, des coupures d'eau, des incendies inexpliqués.

Une donnée n'entrera jamais dans les bilans officiels d'une telle opération ;  
celle du **coût humain**.

Durant ces années, nous avons vu des **cancers** se déclencher soudainement, des **dépressions** se multiplier à la suite des relogements forcés... et de nombreux **morts**. Au moins 8 personnes, à notre connaissance, sont décédées durant le temps du relogement.

Les responsables du relogement, qui connaissent la violence d'un départ forcé, ont rajouté du stress, de l'angoisse, de l'incompréhension et de la colère au relogement dont les conséquences sont catastrophiques pour **la santé** des habitants et en tiennent une grande responsabilité ! Combien ont perdu un proche, et même deux, dans cette opération ? Le regret est grand que malgré la force de la lutte, la dignité des combattants et l'ampleur des scandales révélés, **aucune investigation** digne de ce nom n'a été lancée. Aucun juge, aucun procureur, aucun journaliste ne s'est penché sérieusement sur la question, laissant le champ libre aux responsables de tout poil, qui ont pu mener à bien leur projet d'un autre âge en broyant au passage des dizaines de vies.

Aujourd'hui, suite à la pandémie de COVID-19, à la crise climatique et énergétique, les constructions de logements en berne, la donne est en train de changer: les décideurs doutent. Les démolitions seront certainement moins à la mode qu'à une autre époque. Comme souvent, celles et ceux qui luttent avaient raison avant l'heure et demandent aujourd'hui un moratoire sur toutes les démolitions.

#### **Nous ne sommes pourtant pas endormis :**

la seconde phase du projet de rénovation urbaine est en cours de discussion. Comme d'habitude, le projet est en train d'être ficelé sans les premiers concernés. Mais en cas de nouvelle injustice, les habitants seront prêts à se mobiliser a nouveau.

# DE L'EAU PAS DES PUCES

Par le collectif *STop Micro*

Depuis plus d'un an, le collectif *STop Micro* lutte contre l'accaparement des ressources par les industriels de l'électronique, contre l'emprise numérique grandissante, et pour une alternative à la dégradation environnementale et au mode de vie industriel qui en est la cause. Le collectif cible deux géants industriels de la vallée du Grésivaudan, *STMicroelectronics* et *Soitec*, qui prévoient tous les deux de considérablement agrandir leurs usines locales à l'aide de milliards d'euros de subventions publiques. Accaparement de l'eau à l'heure des sécheresses à répétition, rejet de produits chimiques, consommation électrique délirante, le tout pour la production d'objets connectés et pour l'armement : ces projets d'agrandissements promettent un **désastre environnemental et humain**.

*STMicroelectronics* (abrégié *ST*) et *Soitec* produisent des puces électroniques. *ST* produit des puces généralistes qu'on retrouve dans de nombreux secteurs comme le numérique, l'automobile, la 5G ou des objets connectés comme par exemple des bouteilles d'eau ou des brosses à dent. *Soitec* est spécialisée dans le « silicium sur isolant » et détient 80 % du marché mondial. Ces deux entreprises produisent aussi des **puces pour l'armement** : dissuasion nucléaire, drones de reconnaissance, drones kamikazes, missiles, etc. On retrouve notamment des puces de *ST* dans plusieurs drones russes en Ukraine, une partie des ventes à la Russie ayant été faites malgré l'embargo...

Pour produire ces puces, nos géants locaux utilisent des **volumes considérables d'eau potable**. L'agrandissement de *ST* prévoit de tripler sa consommation d'eau entre 2021 et 2025 pour atteindre 33 500 m<sup>3</sup>/jour (dont 21 500 m<sup>3</sup>/jour d'eau potable, ce qui correspond environ à la consommation moyenne de l'ensemble des habitant·es de Grenoble). Les 3/4 de cette eau potable ressort chargée de **produits hautement toxiques** (ammoniac, chlore, hexafluorure, cuivre, etc.) puis est retraitée avant d'être rejetée dans l'Isère où elle n'est plus potable mais dite de « qualité rivière ». Par exemple, pour l'azote qui est à l'origine du phénomène « d'algues vertes », *ST* est autorisée à déverser dans l'Isère l'équivalent d'une ville de 53 000 habitant·es qui ne traiterait pas ses rejets ! Avec l'agrandissement, *ST* demande aux services de l'État le droit de déverser deux fois plus de volume de produits polluants.

Entreprise « franco-italienne », *ST* a son siège en Suisse et paye ses impôts aux Pays-Bas, le 4ème pa-

radis fiscal au monde. C'est néanmoins l'État français qui finance l'agrandissement à hauteur de 2,9 milliards d'euros (soit 2,9 millions d'euros par emploi créé). L'agrandissement de *Soitec* est quant à lui financé à 30 % par des subventions françaises et européennes. C'est donc de **l'argent public** qui génère des profits privés, par exemple en 2021 le groupe *ST* a fait 1,77 milliards d'euros de profit. Le tout en détruisant la planète : le monde du numérique a un impact concret sur les milieux (mines, consommation d'eau et d'électricité, décharges, pollution des rivières, etc.) et dépend d'une immense infrastructure technologique. L'extraction des métaux utilisés pour produire des puces a des conséquences désastreuses sur la biodiversité et suit une logique impérialiste en délocalisant la pollution loin des pays qui en tirent les principaux bénéfices.

*ST* et *Soitec* jouent la partition habituelle du capitalisme qui consiste à générer du profit par l'exploitation et l'accaparement des ressources. Par ailleurs, le capital a systématiquement besoin de créer de nouveaux marchés pour circuler. Le numérique joue ce rôle aujourd'hui en envahissant toutes les sphères de l'économie, mais aussi notre temps libre et nos relations sociales. En parallèle, les algorithmes des réseaux sociaux permettent de diffuser massivement l'idéologie dominante. Les puces électroniques sont centrales aussi dans la soi-disant « transition énergétique ». Qu'on ne s'y trompe pas : si l'État subventionne à ce point les agrandissements de *ST* et *Soitec*, c'est bien pour renforcer le capitalisme afin de l'empêcher de sombrer sous le poids de ses contradictions internes.

Dans sa lutte contre l'accaparement de l'eau par l'industrie de la microélectronique et le développement de la « vie connectée », le collectif *STopMicro* cible deux entreprises locales pour poser des **questions globales**. Comment se réapproprier les communs face aux géants de l'industrie ? Quelle emprise a le numérique sur nos vies ? Comment il détruit le vivant tout en développant le capitalisme ? Comment décider démocratiquement et avec les travailleur·ses concerné·es des futures évolutions des secteurs polluants (ralentir, contracter, fermer) ?

Nous appelons à une mobilisation massive les  
**5, 6 et 7 avril 2024**

Pour lutter contre les agrandissements de *ST* et de *Soitec*. C'est en étant de plus en plus nombreux·ses dans les discussions et les actions que nous augmentons le rapport de force avec ces entreprises écocidaire, mais aussi avec les services de l'État qui les aident à polluer et à accaparer les ressources.

No puçaran !

# POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE

Toi aussi tu souhaites participer à un projet écologique radical et qui ne cherche pas à préserver l'ordre existant fait d'inégalités et de privilèges? Toi aussi tu considères que ce projet doit être internationaliste? Toi aussi tu aimes One Piece? Alors le dernier livre de **Fatima Ouassak**, «Pour une écologie pirate», est fait pour toi!

L'autrice part du constat que le front écologiste est principalement constitué des classes moyennes supérieures blanches et que les couches populaires, notamment issues de l'immigration postcoloniale sont largement absentes alors même que ce sont ces dernières qui subissent de plein fouet le changement climatique. La faible participation dans les quartiers ne vient pas d'une insensibilité comme certains·es aiment à le faire croire, mais est **symptomatique de la dépossession** que subissent les descendants·es d'immigré·es nous explique-t-elle.

Ils et elles subissent ce qu'elle appelle un **désancrage**. On fait comprendre à ces personnes, depuis le plus jeune âge, qu'elles ne sont pas chez elles de multiples manières (activité policière, discours racistes, politiques de rénovation urbaine qui les expulsent, humiliations...). Dans la lignée de la colonisation, on les sous-humanise en même temps que leur lieu de vie est considéré comme une sous-terre. Comme elle le dit, «*Le capitalisme a besoin de produire de la race et du territoire. Pour accumuler du profit, il a besoin de hiérarchiser les individus et les terres*». C'est ce qui amène à créer une classe exploitable à souhait et assignée à l'utilité, ainsi que des territoires servant de décharges où l'on est soumis à tout un tas de violences notamment environnementales (pollutions, bitumisation accrue, exposition à la chaleur, enfermement...). Le désancrage contribue à nous couper du vivant et de la terre (qui a ici un sens plus large que la terre à cultiver, mais qui regroupe à la fois un espace de vie, le sentiment d'appartenance, de liens...) et donc ne pas être en mesure de la protéger.

À cela il faut rajouter la **dépossession politique** que subissent les quartiers où chaque tentative de s'organiser de manière autonome est cassée ou récupérée (notamment par la gauche).

Comme elle le rappelle, ces politiques s'inscrivent dans une lutte entre des groupes sociaux car elles sont menées en faveur des classes moyennes supérieures blanches pour s'accaparer les espaces, les ressources et externaliser les nuisances. Là où les quartiers pavillonnaires voient l'écologie comme un moyen de préserver l'ordre social existant, un projet écologiste mené par les quartiers populaires viserait à **changer l'organisation sociale** et à briser les

murs érigés par cette dernière. Il viserait à se libérer, comme ont pu le faire Luffy et ses compagnons en devenant pirates alors qu'ils étaient prisonniers de leur bidonville.

Face à cela, il faut «*prendre la mer*» et libérer les humains et la terre. Elle rappelle que les luttes décoloniales s'inscrivent dans ce cadre, notamment en Palestine et en Algérie et insiste sur le besoin de se les réapproprier pour reprendre du pouvoir politique. «*Le travail militant consiste à fabriquer du commun, à créer des ponts [...] à montrer qu'il n'y a pas de fatalité*». Il s'agit par exemple de pointer du doigt que le système qui trie les vies, en créant des lieux de non-droit à la terre et à circuler, est le même qui détruit la planète car il faut avoir créé des sous-terres avec des sous-humain·es pour les exploiter. C'est aussi l'idée du projet de la **Maison de l'Écologie Populaire** à Bagnolet, de casser les murs entre les quartiers populaires et pavillonnaires, ce qui peut expliquer les attaques de la droite comme de la gauche.

Un des piliers du projet de l'écologie pirate est la liberté de circuler et de s'ancrer, alors que c'est aujourd'hui un privilège blanc. Cela répond notamment aux besoins des exilé·es et des descendant·es de l'immigration, mais permet aussi de lutter contre l'exploitation des travailleurs·euses du Sud en plus d'être une revendication à la croisée de plusieurs oppressions (classe, genre, race). Ça permet aussi d'affirmer un **contre-projet** à l'extrême droite vers laquelle risque de s'engouffrer de plus en plus des couches blanches de la société. Selon F. Ouassak, cette liberté de circuler doit passer par un internationalisme qui pourra s'ancrer notamment en Méditerranée, aujourd'hui un espace essentiel du système colonial-capitaliste mais demain un potentiel lieu de convergence des classes populaires d'Europe et d'Afrique.

Tout ceci résonne fort à l'heure des désastres environnementaux, de la loi contre l'Immigration qui place les personnes racisées comme délinquantes ou nuisibles, et de la montée du fascisme dans toute l'Europe.

Ce livre propose un contre-projet qui souhaite embarquer tout le monde et donner de la détermination à le défendre.

Pour plus de liberté, pour une terre plus respirable pour tous·tes, c'est le projet de

**l'écologie pirate!**

**Grèves des travailleuses du textile**

BANGLADESH

En automne dernier, 10 000 ouvrières du textile (60% des travailleur.euses sont des femmes) se sont mises en grève pour réclamer une hausse des salaires en réponse à une inflation de près de 10% en un an. Cette colère s'est accompagnée de routes bloquées, de piquets de grève pour empêcher les non grévistes de reprendre le travail, d'affrontements avec la police et d'usines attaquées. Près de 600 des 3 500 ateliers de fabrication du pays ont fermés dans la première semaine de novembre. En parallèle d'une répression violente (au moins 4 morts, 140 ouvrier·ères enfermés·es), l'État a tenté de calmer la révolte en proposant une augmentation de 56% des salaires, ce qui a été pris comme une provocation par les grévistes qui demandaient leur triplement. La pression sur les salaires vient notamment des donneurs d'ordre que sont les grandes marques de distribution comme

H&M, Adidas, Hugo Boss, Gap, Levi's etc. Ces derniers cherchent à faire du «socialwashing» depuis l'effondrement du Rana Plaza en 2013 (ayant fait plus de 1000 mort·es) mais à part quelques avancées en terme de protection et de conditions de travail, pas grand-chose ne change.

Étant dans une situation de dépendance économique avec un secteur du textile qui représente 85% des exportations du pays, le Bangladesh sert de sous-traitant aux multinationales occidentales. La remise en question du modèle économique basé sur une surproduction pour la fastfashion semble plus que nécessaire aux vues des conséquences sociales mais aussi écologiques de cette industrie (pollutions locales, émission de CO2) mais cela ne semble pas possible tant que les géants du textile continueront d'asservir les travailleur.euses.rendront à cette inauguration.

**Les violences environnementales dans la colonisation**

PALESTINE

Alors que l'État d'Israël continue de massacrer les Palestinien·nes, l'attaque du Hamas leur sert aussi de prétexte pour avancer dans leur projet d'un grand État d'Israël juif. En effet, les colons continuent de s'établir en Cisjordanie et à Gaza en spoliant les terres, les habitations et les ressources des Palestinien·nes, ce qui s'accompagne de violences environnementales.

Les atteintes aux moyens de subsistance se perpétuent par des destructions de cultures, la construction de murs empêchant l'accès aux terres, des attaques sur les pêcheur·ses, l'utilisation de la loi pour récupérer les terres palestiniennes. La bataille pour l'eau est aussi très violente avec des destructions d'infrastructures hydrauliques, des interdictions de forer, l'accaparement de la ressource pour les colonies israéliennes et donc des conséquences sur les écosystèmes et les cultures. Le gouvernement de Netanyahu n'hésite pas non plus à externaliser les nuisances en laissant déverser les eaux usées et les déchets sur les terres palestiniennes, en y faisant construire des usines polluantes ou encore à utiliser la création de parc nationaux ou la plantation d'arbres pour exproprier et cacher la présence historique du peuple arabe. Les conséquences sont dramatiques en terme

d'insécurité alimentaire (en 2021, 33% des ménages palestiniens en territoire occupé sont en insécurité alimentaire, dont 69% à Gaza), sanitaire, de pauvreté générée et participe à faire partir les Palestinien·nes de leurs terres.

Face à cela, la résistance qui s'organise n'est pas toujours tournée vers les institutions mais plutôt vers de l'autogestion locale dans une forme «d'économie de la résistance» comme l'explique l'historienne Stéphanie Latte Abdallah. L'objectif est de retrouver une autonomie et des formes d'organisation nécessairement respectueuses de l'environnement (création de coopératives, de jardins communautaires, pratique d'une agriculture paysanne et vivrière, réutilisation des matériaux...) où la question de la terre est prépondérante, comme moyen de subsistance et de lutte face à la colonisation.

**Lutte contre une mine de cuivre**

PANAMA

Victoire des Panaméen·nes! Le 28 novembre dernier la Cour Suprême de Justice a déclaré inconstitutionnel le contrat qui prolonge les droits d'exploitation de Cobre Panama, la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert d'Amérique centrale. L'annonce de la prolongation de ce contrat au profit de First Quantum Minerals (une multinationale canadienne), fin octobre, a déclenché un vaste mouvement populaire durant plusieurs semaines. Des manifestations quotidiennes ont eu lieu dans tout le pays, des affrontements avec la police, de nombreux blocages de routes (notamment celle reliant l'Amérique du Sud au Nord) mais aussi de la centrale électrique de la mine ou encore du port de cette dernière par des manifestant·es en bateaux! Les pertes économiques des blocages s'élèvent à plus d'1,7 milliards d'€ dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du commerce.

Cette mobilisation a été le lieu de convergences entre des syndicats, des étudiant·es, des écologistes, des militant·es autochtones, et s'explique par les dégâts causés par cette mine qui se situe en plein milieu de la forêt tropicale avec des impacts sur les écosystèmes, la pollution de 3 bassins versants, les pénuries d'eau qui ont frappé le pays un an plus tôt et le souvenir de l'expérience coloniale avec les bénéfiques qui partiront à Toronto. Un bon moyen de rappeler que les mobilisations radicales et déterminées ça marche, que la transition énergétique n'est en rien écologique ou sociale et que cette lutte passera bien par l'insurrection des territoires exploités!

## EN FRANCE

**20 ans de destructions par l'ANRU**

Le 8 février prochain, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) fêtera ses 20 ans. Sous couvert de mixité sociale, cet établissement public finance la démolition de quartiers populaires HLM, évince les locataires modestes et les remplace par des habitant·es plus aisés. Le tout accompagné de stigmatisation des quartiers, au service d'une politique sécuritaire et pour le plus grand bonheur du BTP. Au total, c'est 259 000 logements HLM qui ont été détruits depuis 20 ans, à bas loyers, spacieux, traversants, dont 2 075 dans l'agglomération de Grenoble avec la complicité des maires et des bailleurs sociaux. À la place, 1 698 logements ont été reconstruits dans la cuvette, mais seulement 373 avec des bas loyers et concernant les réhabilitations, elles ne se font généralement pas au profit des habitant·es historiques. Au vue de la catastrophe écologique et de la crise organisée du logement, plutôt que détruire des HLM détruisons l'ANRU!

# AUTOUR DE GRENOBLE

## Extension de Grand'Place

Le 23 novembre dernier, le centre commercial Grand'Place a inauguré son extension de 16 000 m<sup>2</sup> pour permettre l'installation de près d'une trentaine d'enseignes (ce qui porte le total à 150) avec de la restauration (Burger King, KFC...) et du textile, notamment l'énorme magasin de fastfashion Primark. Tout cela alors que les désastres écologiques causés par la fastfashion et l'alimentation carnée sont largement documentés et que les exploités du textile se font réprimer pour avoir fait valoir leurs droits (cf article ci dessus)!

L'objectif annoncé par Laurent Devaux, directeur du centre commercial, est de faire passer plus de temps aux clients dans leur enceinte. Les deux «communistes», Renzo Sulli (vice président à la métropole chargé des grands projets d'aménagement) et Amandine Demore (nouvelle maire d'Echirolles succédant à Renzo Sulli) étaient présent-es pour se féliciter de «cet immense centre commercial à taille humaine» et de son importance pour «l'attractivité». Faisant partie du projet urbain GrandAlpe, la Métropole et la ville d'Echirolles n'ont pas hésité à déboursier 8 millions d'euros pour rendre les espaces extérieurs du centre commercial plus attirants! Cette extension fait écho à l'inauguration en avril du centre commercial Neyrpic à Saint-Martin-d'Hères, là aussi porté par des élu-es «communistes» et contre lequel a eu lieu une forte mobilisation écologiste.

## La fête aux patrons

Le 14 décembre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble organisait une grande soirée de gala et d'autofélicitation du patronat local, avec notamment des entreprises qui mènent des projets écocidaire contre lesquels nous luttons (centre commercial Neyrpic, 3ème tronçon du téléphérique de La Grave, agrandissements de ST Microelectronics et Soitec, pipeline EACOP, etc.). L'AG écolo anticapitaliste, avec l'aide de l'AG de lutte et de la Combatucada, a donc organisé un rassemblement festif pour accueillir les patrons avec environ 80 manifestant-es. Au programme : lancer de paillettes, passage obligatoire par un portique «greenwash», rythmes endiablés de la batucada, pancartes, slogans, etc. Quelques heures pour rappeler au patronat qu'on le combat sur tous les terrains, même dans ses fêtes ! Une fois le dernier patron entré, la police nous a chargé-es violemment et sans sommation... Mais la répression ne suffira pas à nous faire taire !

**AG**  
**ECOLO**  
**ANTICAPITALISTE**

*Infolettre*